



**MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

<b>Direction générale de l'alimentation Service des actions sanitaires en production primaire Sous-direction de la santé et du bien- être animal. BICMA 251 rue de Vaugirard 75 732 PARIS CEDEX 15</b>	<b>Instruction technique</b>  <b>DGAL/SDSBEA/2024-15</b>  <b>08/01/2024</b>
--	---

**Date de mise en application :** Immédiate

**Diffusion :** Tout public

**Cette instruction abroge les instructions :** DGAL/SDSPA/2018-725 du 26/09/2018 et DGAL/SDSPA/2019-217 du 19/03/2019

**Cette instruction ne modifie aucune instruction.**

**Nombre d'annexes :** 2

**Objet :**

Certification pour les espèces bovins, caprins, ovins et porcins, volailles (uniquement abattage) par les vétérinaires officiels privés. Enregistrement des opérateurs dans TRACES NT et auprès de FAM et des VOP dans TRACES NT, SIGAL et CERTIVETO.

<b>Destinataires d'exécution</b>
DRAAF DD(ETS)PP

**Résumé :** Cette instruction décrit les procédures d'enregistrement :

- des opérateurs commerciaux souhaitant bénéficier de la certification par un vétérinaire officiel privé (VOP) dans TRACES NT ainsi qu'auprès de FranceAgriMer (FAM) ;
- des vétérinaires officiels privés (VOP) dans SIGAL, TRACES NT et CERTIVETO.

**Textes de référence :**

- **Règlement 2016/429 du 9 mars 2016** relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale
- **Règlement (UE) 2017/625 du 15 mars 2017** concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 999/2001, (CE) n° 396/2005, (CE) n° 1069/2009, (CE) n° 1107/2009, (UE) n° 1151/2012, (UE) n° 652/2014, (UE) 2016/429 et (UE) 2016/2031, les règlements du Conseil (CE) n° 1/2005 et (CE) n° 1099/2009 ainsi que les directives du Conseil 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/119/CE et

2008/120/CE, et abrogeant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 854/2004 et (CE) n° 882/2004, les directives du Conseil 89/608/CEE, 89/662/CEE, 90/425/CEE, 91/496/CEE, 96/23/CE, 96/93/CE et 97/78/CE ainsi que la décision 92/438/CEE du Conseil (règlement sur les contrôles officiels) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

- **Code rural et de la pêche maritime**, notamment les articles L. 203-9 et D 236-1 à D.236-9
- **Arrêté ministériel du 29 septembre 2011** modifié relatif aux conditions de désignation des vétérinaires mandatés pour l'exercice des missions de certification officielle en matière d'échanges au sein de l'Union européenne d'animaux vivants, de semences, ovules et embryons prévu à l'article D.236-6 du code rural et de la pêche maritime
- **Instruction technique DGAL/SDSBEA/2023-309** du 04/05/2023 : Gestion des comptes dans TRACES NT : guides pratiques pour les échanges intra-UE

## Contexte

L'établissement des certificats sanitaires, enregistrés dans TRACES NT, nécessaires pour les mouvements d'animaux intra-UE peut être réalisé par des vétérinaires officiels privés (VOP).

Ces VOP sont retenus suite à un appel à candidature. La procédure de désignation des VOP est définie par l'arrêté du 29 septembre 2011 modifié relatif aux conditions de désignation des vétérinaires mandatés pour l'exercice des missions de certification officielle en matière d'échanges au sein de l'Union européenne.

Les opérateurs responsables de lieux d'expédition (case I.11 dans TRACES NT) souhaitant avoir recours à la certification par un VOP doivent en faire la demande à la DD(ETS)PP du département du lieu d'expédition, qui devra appliquer la réglementation en vigueur pour mandater un ou des VOP.

L'opérateur cité en case I.1 (expéditeur) du certificat TRACES NT n'est pas obligatoirement l'opérateur responsable du lieu d'expédition des animaux (cas des négociants qui utilisent des centres de rassemblement notamment).

L'examen clinique avant l'envoi (visite préalable à la certification) ne peut être réalisé que par le vétérinaire qui établit le certificat.

## I. Principe de financement de la certification par un VOP

Le paiement de l'examen clinique avant l'envoi est réalisé de gré à gré entre l'opérateur déclaré à la case I.11 (lieu d'expédition) et le VOP désigné.

Le paiement au VOP des opérations d'établissement du certificat est effectué par FranceAgriMer (FAM) sur la base d'un montant hors taxes fixé dans l'arrêté du 29 septembre 2011 modifié susvisé.

Le financement de ce paiement des VOP par FAM est assuré par une redevance facturée par FAM à l'opérateur déclaré en case I.1 du certificat (expéditeur).

FAM facture l'ensemble des certificats, y compris les certificats annulés. Si l'annulation est due à une erreur du VOP, les opérateurs devront s'arranger avec le VOP.

Le montant payé par l'opérateur expéditeur devra correspondre exactement à celui du courrier d'appel à paiement envoyé par FAM.

Une caution correspondant à 1/6 des certificats émis ou estimés par l'opérateur expéditeur sur une année est exigée avant toute entrée dans le dispositif. Cette dernière sera restituée lors de cessation de l'activité après vérification du paiement de tous les certificats émis.

FranceAgriMer utilise l'outil Certiveto pour assurer la facturation des certificats aux opérateurs et leur paiement aux VOP.

## II. VETERINAIRE OFFICIEL PRIVE (VOP)

### A. FORMATION

Les vétérinaires qui ont été retenus suite à l'appel à candidature doivent avoir suivi deux formations (une pratique et une théorique).

Ces formations sont gérées par l'ENSV. Les informations sur ces formations sont disponibles sur le site de l'ENSV formation continue/vétérinaires certificateurs (<https://ensv-fvi.fr/formation-continue/formations-des-veterinaires-certificateurs/>).

La formation pratique est dans la majorité des cas organisée par la DDETSPP et réalisée par le référent TRACES NT.

La formation théorique peut se dérouler soit en région soit au niveau national (dates de formation sur le site de l'ENSV).

La formation théorique doit avoir été suivie avant la désignation ou au plus tard dans les 6 mois suivants celle-ci. Elle peut être réalisée avant ou après la formation pratique.

### B. ENREGISTREMENT DANS SIGAL

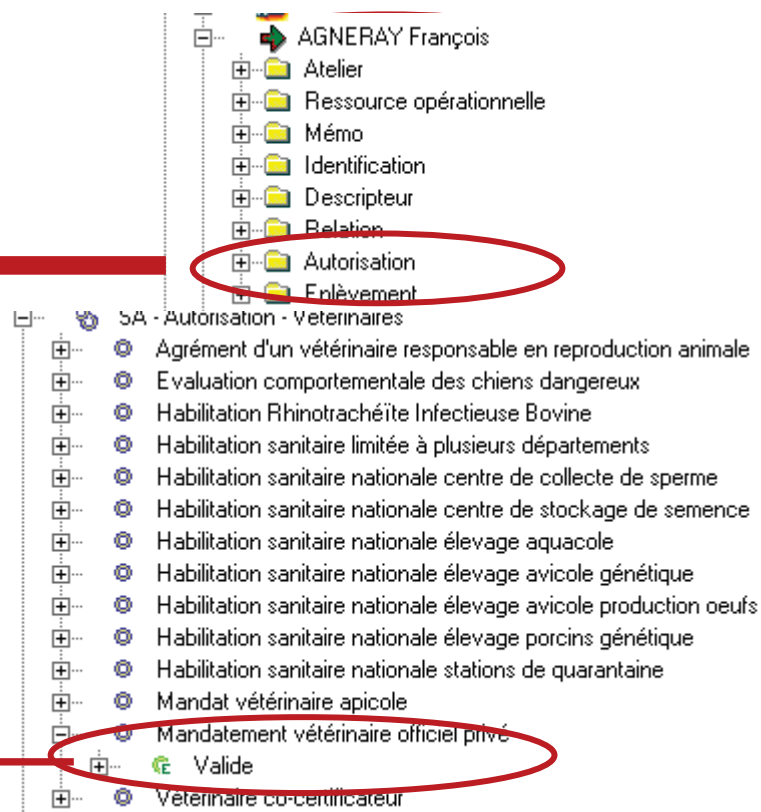
La DD(ETS)PP doit renseigner dans SIGAL sur « l'établissement » du vétérinaire l'autorisation « mandatement vétérinaire officiel privé » en inscrivant systématiquement l'adresse e-mail personnelle du vétérinaire, dans la case commentaire de l'autorisation. Cette adresse est le LOGIN qui permet au VOP de se connecter à TRACES NT.

Dans SIGAL

Nom du vétérinaire

Clic droit sur autorisation  
puis clic sur nouveau

Clic droit :  
rapatrier



Compléter l'adresse e-mail (adresse personnelle du véto lui permettant de se connecter à TRACES NT)

LISSEMENT - AUTORISATION - PROPRIETES (consultation)

Nom	AGNERAY François		
Prénome	AGNERAY		
Ordre	ORDRE - Numéro inscription Ordre vét.	18339	
Type autorisation	MDT_VOP	Mandatement vétérinaire officiel privé	
Etat autorisation	Valide		
Motif			
Acte terrain			
Département	31	Numéro	? Date parution JO
Commentaire	f.agneray@vetaurignac.fr		

Attribuée le  valide du  au

N° 100004732548, créé le 03/01/2017, modifié le 03/01/2017 par 1000000000000

Suite à la création dans SIGAL d'une nouvelle autorisation « Mandatement vétérinaire officiel privé », un e-mail doit être envoyé à la DGAL ([bicma.sdsbea.dgal@agriculture.gouv.fr](mailto:bicma.sdsbea.dgal@agriculture.gouv.fr)) indiquant la création de ce nouveau VOP, afin que la liste des VOP actualisée avec leurs coordonnées soit envoyée à FAM.

### C. ENVOI RIB ET MANDAT DU VOP

Pour permettre à FAM de le payer, le VOP doit fournir à la DDETSPP son RIB et/ou le RIB d'une structure collective dans laquelle il exerce. Dans le cas d'une structure collective, il est obligatoire que l'original du mandat (annexe II) soit joint.

Ces documents doivent être envoyés par la DDETSPP directement à FAM à l'adresse suivante :

*FranceAgriMer  
 Cellule Certiphyto, Certivéto et Contingents Meunerie  
 Service Marchés, certificats et qualité - direction interventions  
 12 rue Henri Rol-Tanguy  
 TSA 20002 93555  
 Montreuil cedex*

## D. CREATION DES COMPTES TRACES NT DES VOP

En parallèle de l'enregistrement dans SIGAL des VOP retenus, la DD(ETS)PP doit enregistrer ce vétérinaire comme autorisé dans TRACES NT (cf. IT 2023-309 – annexe I, §VIII gestion des VOP).

Attention, il est important que la donnée renseignée dans le champ « identifier » soit FR + numéro d'ordre du VOP composé de 5 chiffres (ou 0 + 4 chiffres) + V afin que les informations puissent être correctement récupérées par FAM et que les VOP puissent être payés.

Cet enregistrement est un préalable à la création d'un compte utilisateur par le VOP dans TRACES NT (cf. IT 2023-309 – annexe III) qui sera ensuite validé par la DD(ETS)PP (cf. IT 2023-309 – annexe I, §VII valider un utilisateur).

## E. ENREGISTREMENT DANS CERTIVETO

Le VOP s'inscrit sur CERTIVETO afin de pouvoir consulter les factures générées par l'outil, indiquer le RIB sur lequel il souhaite être payé et recevoir ses paiements.

Pour cela, il se connecte sur le site CERTIVETO FranceAgriMer <https://teleprocedures.franceagrimer.fr/CertiVeto/> et clique sur le lien « Vous n'êtes pas encore inscrit. »

FranceAgriMer

ETABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER (FranceAgriMer)

Rémunération vétérinaires

IDENTIFICATION

Identifiant :

Mot de passe :

Valider

- [Vous n'êtes pas encore inscrit.](#)
- [Vous avez oublié votre mot de passe.](#)

RÈ

AI

Il est ensuite redirigé vers le processus de demande d'identifiant pour les téléprocédures FAM.

La première étape pour le VOP consiste à vérifier qu'il n'a pas déjà un identifiant valide pour une autre téléprocédure FAM (expadon1 ou autre). Si c'est le cas, cela lui permettra de réutiliser son identifiant/mot de passe pour Certiveto.

**FORMULAIRE D'INSCRIPTION**

Etape n°1

Merci d'indiquer si vous vous êtes déjà inscrit à une application téléprocédures de FranceAgriMer :

**OUI**, je me suis déjà inscrit à une autre téléprocédure de FranceAgriMer telle que Sival PMBE, Exp@don, Impadon, application d'Aide de Crise...

**NON**, je ne me suis jamais inscrit à une téléprocédure de FranceAgriMer.

SOUS TUTELLE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE, DE LA RURALITÉ, ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Si le VOP ne dispose pas d'un identifiant pour une autre téléprocédure FAM, alors il clique sur NON et continue le processus : il renseigne ses informations personnelles pour l'attribution d'un identifiant.

Etape n°2

Merci de renseigner les champs suivants :

Nom : (\*)  Prénom : (\*)

Société / Organisme : (\*)  Email : (\*)

Confirmation : (\*)   
*Attention ! En cas d'erreur d'adresse mail, votre demande d'inscription ne sera pas prise en compte.*

Adresse Société: (\*)  Téléphone : (\*)

Fax :

Merci de choisir un mot de passe qui vous sera demandé lors de la connexion à l'application :

Mot de passe : (\*) (\*\*)  Confirmation : (\*)

Merci de choisir la question qui vous sera posée en cas de perte de mot de passe afin de le réinitialiser :

Question secrète : (\*)

Réponse à la question secrète : (\*)

Texte affiché sur l'image : (\*)  

(\*) Les champs suivis d'un astérisque sont obligatoires.  
(\*\*) Règles de saisie du mot de passe :

- Le mot de passe doit contenir au moins 8 caractères
- Le mot de passe ne doit pas contenir votre email
- Le mot de passe ne doit pas contenir votre nom
- Le mot de passe ne doit pas contenir les caractères suivants : \* / % < > \ ' ! "

Lorsque ces informations sont complètes, le VOP clique sur « Valider votre inscription » en bas de page.

Le VOP reçoit alors un mail à l'adresse mail renseignée dans le formulaire avec un lien de confirmation sur lequel il doit cliquer pour confirmer sa demande d'identifiant :

Bonjour,

Votre demande de connexion à l'application CertiVeto a bien été enregistrée. Afin d'obtenir confirmation de votre inscription, merci de cliquer sur le lien ci-dessous :

<https://teleprocedures-rec.franceagrimer.fr/CertiVeto/public/ValidationInscription.aspx?cle=12553-6971834979>

I

Si votre demande est acceptée, vous recevrez un mail contenant votre identifiant de connexion.

Cordialement,  
L'administrateur Téléprocédures

AUCUNE REPONSE A CE MESSAGE NE SERA TRAITEE. SI VOUS SOUHAITEZ  
CONTACTER LE SUPPORT, MERCI D'UTILISER LE FORMULAIRE DE CONTACT SUR LA  
PAGE DE CONNEXION DU SITE.

Pour valider la demande d'identifiant, FAM doit avoir reçu la confirmation de l'enregistrement dans SIGAL (cf. §II.B). Lorsque la demande est validée par FAM, le VOP reçoit un nouveau mail informant qu'il peut désormais se connecter à CERTIVETO avec l'identifiant indiqué dans le mail, et le mot de passe renseigné dans le formulaire d'inscription.

**Inscrivez votre mot identifiant et votre mot de passe.**

FranceAgriMer ETABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER (FranceAgriMer) Rémunération vétérinaires

**IDENTIFICATION**

Identifiant :

Mot de passe :

**BIENVENUE**

Pour accéder à ce service, vous devez d'abord vous authentifier avec un identifiant et un mot de passe fournis par l'établissement. Il faut donc au préalable être habilité à utiliser cette application.

Télécharger une **demande d'habilitation**.

**EN CAS DE PROBLÈMES**

Si votre organisme souhaite des informations ou rencontre des difficultés dans l'utilisation de ce service, il peut contacter l'unité Gestion de crises de FranceAgriMer via le **formulaire de contact**.

D'autre part, vous pouvez consulter notre aide en ligne (.doc, .pdf) qui pourra répondre à un certain nombre de vos questions.

SOUS TUTELLE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE, DE LA RURALITÉ, ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La procédure pour s'inscrire sur Certiveto est également transmise aux vétérinaires lors de la formation pratique.



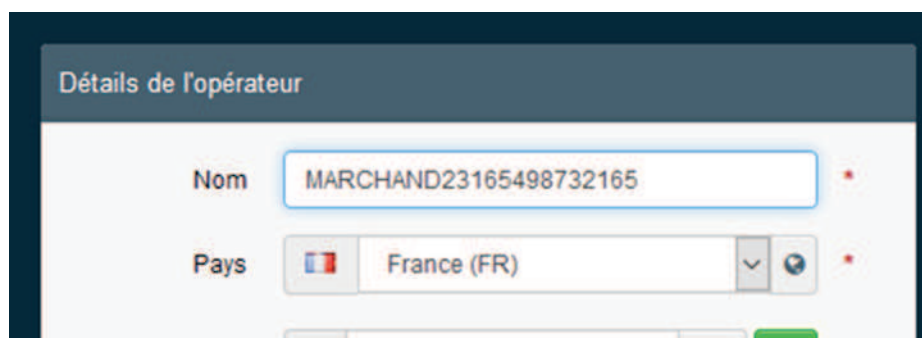
### III. OPERATEURS

#### A. COMPTE TRACES NT OPERATEUR

Les explications pour créer un compte TRACES NT opérateur sont données dans l'[instruction technique IT DGAL/SAS SDSBEA/2023-/404](#).

Pour que FAM puisse générer les factures à l'opérateur désigné dans la case I.1 de certificat, il doit disposer d'un numéro SIRET actif, il convient donc que les informations du compte TRACES NT soient correctement tenues à jour.

Par ailleurs, il est obligatoire d'indiquer le numéro SIRET de l'opérateur (sans espace) dans le champ « nom » du compte « opérateur » de TRACES NT à la suite du nom de l'opérateur et de n'inscrire rien d'autres après le numéro SIRET (exemple NOM : Marchand23165498732165). Les 14 derniers caractères de ce champ « nom » sont en effet extraits pour avoir le SIRET de l'opérateur.



The image shows a screenshot of a web interface titled "Détails de l'opérateur". It features two input fields. The first field, labeled "Nom", contains the text "MARCHAND23165498732165". The second field, labeled "Pays", shows a dropdown menu with the selected option "France (FR)" and a small globe icon to its right. There are red asterisks next to both fields, indicating they are required.

#### B. ENREGISTREMENT DES OPERATEURS AUPRES DE FAM

Pour les nouveaux opérateurs (expéditeurs) entrant dans le dispositif de signature des certificats par les VOP, les DD(ETS)PP renseignent le tableau joint en annexe I et le renvoie à la DGAL (BICMA) ([bicma.sdsbea.dgal@agriculture.gouv.fr](mailto:bicma.sdsbea.dgal@agriculture.gouv.fr)).

La DGAL en informe FAM qui demande alors la caution à l'opérateur.

#### C. OUVERTURE DU DISPOSITIF DE CERTIFICATION

La certification par un vétérinaire officiel privé ne doit se faire que si la caution a été payée à FAM.

FAM informe la DGAL par e-mail du paiement de la caution. La DGAL informe alors la DD(ETS)PP que la certification par un VOP peut avoir lieu pour cet opérateur.

## D. Changement de situation administrative d'un opérateur

Tout changement de situation administrative (changement de SIRET, de raison sociale, mise en liquidation judiciaire, cessation d'activité,...) doit être communiqué par l'opérateur à la DD(ETS)PP de son département administratif, au plus tôt et dans tous les cas dans les 3 mois suivant le changement. Cette dernière informera le BICMA qui transmettra l'information à FAM.

Les changements doivent par ailleurs être réalisés dans TRACES NT, le cas échéant.

Vous voudrez bien me faire part des difficultés rencontrées lors de l'application de cette instruction

Sous-directrice adjointe de la santé et du bien-être animal

Armelle COCHET



## ANNEXE II : MODELE de MANDAT

### MANDANT

Je soussigné(e) M. ou Mme \_\_\_\_\_  
(nom et prénom personne physique)

Né(e) le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Demeurant : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ (adresse complète)

Agissant en qualité de \_\_\_\_\_ (désignation du  
représentant légal de l'entité qui donne mandat : chef d'entreprise individuelle, gérant, etc.)

Dûment habilité à cet effet

De l'entreprise \_\_\_\_\_  
(désignation légale de la personne morale)

Dont le siège social est situé (si différent de l'adresse ci-dessus) \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ (adresse complète),

sous le numéro \_\_\_\_\_ (numéro d'immatriculation SIRET)

### DONNE POUVOIR A, ET MANDATE

#### MANDATAIRE

La personne morale : \_\_\_\_\_  
(désignation légale de l'entreprise, ou du comité,...)

avec le numéro \_\_\_\_\_ (numéro d'immatriculation SIRET)

Représentée par : \_\_\_\_\_  
(personne physique habilitée = nom, prénom et fonction) , dûment habilité(e) à cet effet

Né(e) le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Demeurant : \_\_\_\_\_

#### POUR

Recevoir le montant des rémunérations dues par FranceAgriMer dans le cadre de la certification d'animaux vivants destinés à l'export

Sur le compte bancaire n° : \_\_\_\_\_  
(code banque) (code guichet) (n° compte) (clé)

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Le MANDANT (nom et prénom, signature originale, cachet de l'entité)	Le MANDATAIRE (nom et prénom, signature originale et cachet de l'entreprise)
--	---

Bon pour pouvoir

Bon pour acceptation